



DÉCLARATION DU CONSEIL FÉDÉRAL

Le CF de la FNAS FO, réuni les 6,7 et 8 novembre 2018 à Paris, a fait le point sur la situation générale. Il dénonce la poursuite des politiques d'austérité du gouvernement Macron, et les conséquences de celles-ci sur les négociations en cours.

Le constat est sans appel pour les salariés.

Les salaires sont bloqués. Le coût de la vie augmente sans cesse. Les droits conventionnels protecteurs sont remis en cause. Les conditions de travail se dégradent. Cela entraîne la baisse de la qualité de la prise en charge des personnes dont nous nous occupons. Le paritarisme est mis à mal. La baisse des financements publics et la remise en cause de la Sécurité Sociale, source essentielle de financement d'une grande partie de notre secteur à but non lucratif, se poursuivent. L'introduction du « tout compétence » prépare la remise en cause des diplômes d'État pourtant reconnus dans une majorité de nos conventions collectives.

Ce gouvernement ne recule devant rien, comme le montre sa volonté de détruire nos différents régimes de retraite par répartition, en leur substituant un régime universel par point, que nous refusons.

Face à ces attaques sans précédent, les salariés ont plus que jamais besoin d'une organisation syndicale revendicative, libre et indépendante.

C'est pourquoi le CF considère que la confédération doit sortir au plus vite de la situation qu'elle vit actuellement.

Nous ne sommes pas dupes de la campagne médiatique dont nous faisons l'objet. Elle participe à la volonté actuelle de casser la résistance des salariés qui cherchent à s'organiser. Elle fragilise notre organisation au moment même où elle prend les initiatives nécessaires, dans l'unité la plus large, pour aider les salariés à résister, revendiquer et reconquérir tous leurs droits.

Le CF réaffirme son opposition fondamentale à tout type de fichage.

Le bureau confédéral et la Commission Exécutive ont réagi rapidement et apporté des réponses à la situation. Le Conseil Fédéral approuve la décision de convoquer rapidement un CCN extraordinaire afin de permettre l'élection de notre futur secrétaire général et de sortir au plus vite de cette crise.

Le CF rappelle son attachement à l'unité de notre confédération. Il considère que notre force réside dans le fonctionnement des instances et dans le respect du mandat issu des résolutions adoptées lors de notre dernier congrès confédéral et dont les orientations ont été réaffirmées à l'unanimité par le CCN d'octobre 2018.

Adopté à la majorité moins 2 abstentions

Paris, le 08 novembre 2018